

# Les Temps Modernes

*DIRECTEUR : JEAN-PAUL SARTRE*

24<sup>e</sup> année

Décembre 1968

N° 270

WLADIMIR DEDIJER. — Les rebelles primitifs de Bosnie.  
CESARE PAVESE. — Lettres (II).

ROY LISKER. — New York : une gauche embryonnaire.

YVES PERSON. — Génocide et unité nationale :  
la tragédie du Biafra.

VILMA CHIARA. — Le processus d'extermination  
des Indiens du Brésil.

CHRISTIAN JELEN. — Mexique : le sens d'une révolte.

JUAN GOYTISOLO. — Prague, octobre 1968.

## *DOCUMENT*

HUGUETTE BASTIDE. — Une usine ferme ses portes.

## *CHRONIQUES*

RENÉE SAUREL. — Du cothurne au socque.  
Lenz, fils prodigue.

CHRISTIAN ZIMMER. — Deux espèces de malédiction.

SYLVAIN ROUMETTE. — Shadow-Télévision :  
Harris et Sédouy.



---

# Les Temps Modernes

revue mensuelle

## COMITÉ DE DIRECTION

Simone de BEAUVOIR — Jacques-Laurent BOST — André GORZ  
Claude LANZMANN — Bernard PINGAUD — J.-B. PONTALIS  
Jean POUILLON — Jean-Paul SARTRE



La Revue n'est pas responsable des manuscrits qui lui sont adressés  
La rédaction reçoit sur rendez-vous



## RÉDACTION, ADMINISTRATION :

Vente au numéro :

26, rue de Condé, Paris 6°. Tél. 326-47-81



Diffusion aux Libraires :

ÉDITIONS DENOEL, 14, rue Amélie, Paris 7°



## SERVICE DES ABONNEMENTS

26, rue de Condé, Paris 6°

### TARIF D'ABONNEMENT

	1 an	6 mois
France et Étranger .....	45,00 F	24,00 F
Étranger (supplément port recommandé)....	24,00 F	12,00 F

### ABONNEMENT POUR ÉTUDIANTS

Pour bénéficier de ce tarif réduit, on est prié  
de s'adresser directement à l'administration  
de la revue et de justifier de sa qualité  
d'étudiant.....

36,00 F 18,00 F

### TARIF ÉTRANGER EN DEVISES

	1 an	6 mois
Livres sterling .....	3/12	1/19
Dollars .....	9.75	5.20
Francs belges .....	500	265
Francs suisses.....	44	23,50
Lires .....	6 350	3 400

Les abonnements peuvent se régler par chèque bancaire  
mandat-carte, mandat-poste, chèque postal (compte Paris 6999-04)

— POUR TOUT CHANGEMENT D'ADRESSE —

Envoyer la dernière bande et joindre la somme de 0,60 F

— Tous droits de traduction et reproduction réservés pour tous pays —

---

1072

Vilma Chiara

## LE PROCESSUS D'EXTERMINATION DES INDIENS DU BRÉSIL

La disparition et les migrations des tribus indigènes en butte aux attaques des colonisateurs portugais puis brésiliens, ont bouleversé le panorama ethnologique des premiers siècles de la colonisation. Au début du *xx<sup>e</sup>* siècle, la carte ethnologique du Brésil présente de nombreux vides tout au long de la côte, et de part et d'autre de l'Amazone.

L'action des Bugreiros — groupes de tueurs mis en place au sud du Brésil par les colons — incita un certain nombre d'intellectuels à créer un organisme de protection des Indiens dont la responsabilité fut confiée au capitaine Rondon. Celui-ci faisait partie des milieux « positivistes », alors influents au Brésil, et c'est à des militaires positivistes que fut confiée la direction du Service de protection des Indiens (S.P.I.). Le but du S.P.I. était d'amener les tribus indiennes qui défendaient leur territoire à accepter une coexistence pacifique en leur garantissant une réserve territoriale délimitée en fonction des besoins économiques des Indiens. Plusieurs tribus acceptèrent cette protection : les Parintintins du Rio Madeira, les Xavantes de la savane du Rio Araguaia (Mato Grosso), les Kaiapo du sud du Para entre le Tocantins et le Xingu, les Pacaas Novos du nord de Rondonia.

Cependant, en dépit de l'efficienc relative du S.P.I., des échauffourées sanglantes continuèrent à se produire jusqu'à nos jours. D'autre part la pacification a marqué chez ces Indiens le début d'une réduction démographique extrêmement rapide, due à des épidémies mortelles de rougeole et de variole, maladies endémiques au Brésil. En outre l'action pacificatrice du S.P.I. s'est ralentie à partir de 1955. C'est ainsi que les Erigpagtsa du Rio Juruena, harcelés par les « seringueiros », n'ont dû leur salut qu'à

l'intervention d'un prêtre allemand, D. João Dornständer, jésuite de la mission des Indiens Pareci à Utiariti (Serra do Norte). Leur terre était déjà divisée entre deux gros propriétaires exploiters de caoutchouc et les deux tiers de cette tribu avaient été victimes d'une épidémie de variole. D'autres groupes d'Erigpagtsa et de Pacaas Novos restent méfiants et hostiles ; ils vivent loin du fleuve, et des engagements se produisent entre eux et des seringueiros qui essaient d'accentuer leur pénétration. Mais le territoire est vaste et les troubles persistent.

La même situation règne dans la région du rio Arinos. Les voyageurs qui parcourent le fleuve par bateau entre la Colonie Arinos et ses propriétés au Juruena sont souvent attaqués à coups de flèches par des Indiens non identifiés, appelés « Lèvre de bois » à cause du disque labial que portait un indigène tué lors d'une de ces rencontres.

Si les victimes de ces guerres permanentes restent nombreuses, la survie des sociétés indigènes est tout autant menacée sur le plan économique : l'appropriation systématique de leurs terres par les propriétaires brésiliens les conduit peu à peu à la ruine. Ce processus se poursuit silencieusement, malgré les garanties données par le S.P.I., puisque les délimitations que cet organisme avait fixées ne sont pas reconnues par les gouvernements des États où sont situées les terres en question.

Quelques exemples donneront une idée de la situation ; il faut ajouter que tous les cas ne sont pas encore connus, car le territoire brésilien est très vaste et les communications très précaires ; on perd vite le contact avec les régions éloignées, la poste est presque inexistante. Il faut être sur le terrain pour connaître les événements et les réactions que ceux-ci devraient susciter immédiatement sont toujours tardives. Lorsqu'on a dénoncé les faits au Service de protection des Indiens, il ne reste plus qu'à attendre!

#### *Les Guaranis de São Paulo.*

Installés dans une région riche en plantations de bananes, à quatre-vingts kilomètres de la ville de São Paulo, ils sont constamment menacés d'expulsion par les propriétaires de ces terres. Le service d'immigration de la ville de São Paulo avait essayé de les protéger et de leur trouver un moyen d'acquérir quelques

terres ainsi que de les faire bénéficier des plans établis pour le développement des métis du littoral, les Caiçaras. Mais il s'est vu contrecarré par le S.P.I. dont il avait heurté la susceptibilité !

*Les Aweikoma de Santa Catarina.*

Leur terre a été divisée pour être vendue aux colons de la région. Le professeur Schaden de l'université de São Paulo, qui s'y trouvait vers 1950, nous a rapporté l'état d'anxiété des tribus menacés d'expulsion et ne sachant où aller, leurs voisins refusant de les accueillir.

*Les Kaduveu du sud du Mato Grosso.*

Leur territoire était encore respecté vers 1960 jusqu'au moment où deux députés du Mato Grosso se sont aperçus que cet État en était encore officiellement propriétaire, qu'ils pouvaient donc les vendre et réaliser un bénéfice. Le S.P.I. laissa faire.

*Les Karaja de Goiaz.*

En 1959, le Gouvernement de Goiaz décidait que l'île du Bananal, n'étant pas une île maritime, n'appartenait pas au gouvernement fédéral. Les terres furent vendues. Étant alors sur place, je me rendis à Brasilia pour informer la direction du S.P.I. Un des dirigeants, qui se trouve d'ailleurs en prison aujourd'hui, me rassura en affirmant que le S.P.I. avait fait le nécessaire pour que les Indiens conservent cette île. J'appris ensuite qu'il n'en était rien.

*Les Canela du Maranhão.*

En 1963 les Ramkokamekra (Timbira de l'est) étaient expulsés de leur territoire, pourtant délimité par le S.P.I. vingt ans plus tôt, et rejetés par les éleveurs de la région et le S.P.I. lui-même dans la forêt de l'État du Maranhão. La recherche de pétrole dans la savane semble être à l'origine de cette affaire. M. William Crocker de la Smithsonian Institution qui était alors sur le terrain a porté plainte au S.P.I., en vain.

*Les Krahô du nord de Goiaz.*

Voisins des Canela, le même destin les guette. De graves nouvelles les concernant sont parvenues récemment à São Paulo, mais j'en ignore encore les détails. Leur terre a été en partie vendue en juin 1967. Mise au courant par un ethnologue, M. Melati, j'écrivis alors au S.P.I. et à plusieurs ethnologues brésiliens. M. Melati a pris contact avec le conseil du S.P.I. C'est à cette époque que le S.P.I. commença à faire l'objet de dénonciations publiques.

*Les Kajabi du nord-ouest du Mato Grosso.*

Le poste que le S.P.I. maintenait près de ces Indiens fut abandonné en 1965. En 1966 leur terre était vendue. Les frères Vilas Boas, administrateurs du Parc national du Haut Xingu, les sauvèrent de la mort et leur permirent de s'établir loin des « seringueiros » qui les tuaient ou les réduisaient en esclavage après avoir violé leurs femmes. L'ethnologue autrichien Grunberg assista à ce sauvetage.

Je voudrais aussi signaler un fait qui m'a beaucoup frappée lorsque j'étais chez les Erigpagtsa : le S.P.I. avait signalé comme réserve indigène un territoire voisin de celui où vivaient les Erigpagtsâ, les Cintas Largas, les Beiço de Pan, les Apiaca, les Kajabi et d'autres groupes. Or aucun village ne se trouvait dans cette réserve, tandis que les tribus hors de la réserve étaient massacrées.

Ces expulsions s'accompagnent de méthodes variées destinées à accélérer la disparition des Indiens. Selon l'ethnologue Grunberg, du riz empoisonné était déposé, vers 1960, sur les rives du fleuve Arinos, à l'intention des Indiens qui n'y ont heureusement pas touché. Les tentatives faites en vain pour pacifier cette région le furent par des missionnaires et par des linguistes américains du *Summer Institute of Linguistics*, mais jamais par le S.P.I.

Les Indiens Bororo qui vivent dans des postes du S.P.I. n'en reçoivent aucune protection véritable. Les exploiters de diamants installés à proximité les empêchent d'aller à la rivière pour boire de l'eau. Mlle Hartmann, ethnologue, a fait un rapport à ce

sujet en 1963. L'inspecteur de la S.P.I. dans cette région a également dénoncé l'esclavage des hommes et la prostitution forcée des femmes de la tribu Nambiquara, expulsée de son territoire. Mais l'administration du S.P.I. n'a jamais rien fait. Un ingénieur et un Indien qui protestaient contre les abus furent assassinés dans le nord du Mato Grosso.

Ces agressions constantes ont attiré l'attention de l'opinion publique non seulement au Brésil et en France, mais aussi en Amérique du Nord, en Grande-Bretagne, en Italie où elles ont fait l'objet d'une émission de télévision ; les journalistes se sont précipités à l'ambassade brésilienne mais l'on n'y savait rien de ces événements !

Ces agressions ne datent pourtant pas d'hier. Lorsque l'ethnologue se rend sur le terrain, les gens de l'intérieur qui ont participé aux massacres d'Indiens lui racontent complaisamment les histoires du passé. Vers le milieu du siècle dernier les Xavantes vivaient en contact pacifique avec la population de la ville de Santa Maria do Araguaia. Un jour ils furent invités à une fête donnée dans la ville. Là, on leur offrit du manioc vénéneux et plusieurs Indiens moururent. Les Xavantes recommencèrent alors une guerre qui ne prit fin qu'en 1954, après quatre années d'efforts du S.P.I.

Vers 1900, à l'époque du « Rubber boom », les envahisseurs du territoire d'Acre menèrent des attaques organisées contre les villages indiens. Ils les entouraient en silence et tiraient sur les Indiens désarmés qui s'enfuyaient. On appelait cela les « correrias », c'est-à-dire « courses désordonnées ». Un autre procédé aussi efficace consistait à déposer des cadeaux et des robes contaminés par la variole et la rougeole sur les chemins menant aux villages.

Plus récemment, en 1948, Kurt Nimuendaju dénonça une attaque organisée contre les Tukuna du haut Solimoes, à la limite du Brésil, du Pérou et de la Colombie. Cet ethnologue réussit à s'emparer des grenades destinées à exterminer les Indiens et les porta à Rio pour prouver ses accusations. Les responsables se découragèrent et finirent par abandonner leur projet. La survie des Tukuna n'en reste pas moins aléatoire. La région où ils habitent est un foyer de lèpre. Un grand nombre d'Indiens en est atteint ; les survivants végètent dans la misère sans aucune assistance du S.P.I.

En 1948, le plus grand village des Krahô fut encerclé par les

péons de deux fermiers — éleveurs voisins. Ils avaient choisi le jour où les hommes étaient à la chasse. Un missionnaire protestant prévint les Indiens, mais les assaillants réussirent, si l'on peut dire, à tuer soixante femmes et enfants en fuite. Le général Rondon, alors à la tête du S.P.I., envoya des officiers de l'armée brésilienne ; les responsables furent jugés et condamnés à huit ans de prison. Par la suite les Krahô furent laissés en paix, mais ils vivent continuellement dans la crainte d'une attaque soudaine.

Nous avons déjà parlé des motifs économiques de certaines de ces agressions. Les plus récentes mettent en jeu des intérêts extrêmement importants. La richesse de l'État de São Paulo réside dans ses grandes plantations de café, dont la mise en valeur entraîna, soit dit en passant, l'extinction presque totale des Kaingang. Vers 1940, les terres de cet État étaient épuisées par une exploitation continue sans fertilisants. De plus l'érosion provoquée par des pluies abondantes emportaient vers les fleuves la terre arable. Les gros fermiers qui cherchaient d'autres terres trouvèrent dans l'État du Paraná des étendues de forêt vierge. La forêt fut abattue et remplacée par des plantations. On découvrit alors vers 1953 une tribu qui vivait entre les fleuves Paraná et Ivahy, les Xeta. Ces Indiens, très pacifiques, furent sans cesse repoussés par le défrichement de la forêt. Les Xeta, chasseurs et collecteurs, dépendaient entièrement de leur habitat, désormais détruit. Ils ont disparu malgré les efforts des ethnologues du Paraná, malgré l'action de M. Loureiro Fernandes qui ne réussit pas à obtenir l'intervention du S.P.I. En 1963, on ne trouvait plus trace de ces Indiens.

Bien que la qualité du sol du Paraná fût bonne pour les plantations de café, le climat, comme d'ailleurs celui de São Paulo, posait des problèmes insurmontables. Tous les quatre ou cinq ans, pendant l'hiver, la grêle détruit les plantations. Les nouveaux fermiers, plus pratiques et moins fatalistes que leurs prédécesseurs de São Paulo, après plusieurs tentatives faites pour dissiper les nuages menaçants avec des bombes et d'autres moyens de fortune, décidèrent de déplacer encore une fois le champ de leurs activités. Ils fixèrent leur choix sur les vastes forêts du nord du Mato Grosso, pensant qu'une terre couverte de forêt doit être très fertile.

Vers la même époque, une entreprise dirigée par les descendants des Allemands du Rio Grande do Sula organisa la vente de terres

près du Rio Arinos pour établir un centre de plantation de café. La terre, une fois dépouillée des arbres, s'est révélée sablonneuse et les pieds de café rachitiques et stériles. La même entreprise possède aussi la moitié des terres des Indiens Erigpagtsâ. D'autres entreprises se sont établies au Mato Grosso pour y faire des plantations de piment noir et de clous de girofle avec des résultats aussi médiocres. Malgré ces échecs, la ruée vers le nord-ouest s'est poursuivie sans que les planteurs aient des renseignements suffisants sur la qualité des terrains. C'est encore la technique indienne de culture sur brûlis qui est utilisée.

Les forêts situées dans les régions visées par les gros propriétaires, au nord-ouest du Mato Grosso et au sud de Rondonia sont habitées par plusieurs tribus d'Indiens. Les gouvernements des États du Mato Grosso et de Rondonia sont propriétaires de ces terres qui, vendues à bas prix à des intermédiaires, sont ensuite offertes aux fermiers du Paraná et aux gros financiers de São Paulo et de Rio. Le choix des parcelles se fait en survolant la région. La présence de forêts détermine les achats. Les intermédiaires, sachant que leurs clients ne veulent pas courir le risque d'avoir des copropriétaires agressifs, leur offrent des terres « nettoyées », c'est-à-dire sans Indiens. Le « nettoyage » est rapide et impeccable ; un petit avion survole la région sur laquelle intermédiaire et futur propriétaire se sont mis d'accord. Les villages indiens sont facilement localisés. Une expédition de vingt à quarante hommes — selon les besoins — se rend alors sur les lieux par voie de terre. Le village est encerclé et rasé à la mitrailleuse. Les mitrailleuses, d'un type spécial, petites et maniables, sont fournies clandestinement par l'armée brésilienne ; on les appelle dans la région *piripiri*. Tous ces détails m'ont été fournis par un de ces fermiers du Paraná qui était allé à Cuiaba pour étudier la possibilité d'achat d'une grande propriété.

La route Brasilia-Acre coupe ces territoires. Les ouvriers qui travaillaient à l'aménagement de cette route avaient remarqué l'existence d'Indiens portant de larges ceintures ; ils les ont appelés Cintas Largas. Pendant les travaux, on apprit que des agressions armées avaient fait de nombreuses victimes parmi ces Indiens ; ces agressions étaient organisées par l'entreprise chargée des travaux. Dans une publication scientifique, Grunberg mentionne l'extinction d'un village Cinta Larga. Il a eu entre les mains une photo d'une jeune femme indienne, suspendue par les pieds, comme on fait au gibier, le ventre ouvert, les viscères pendants.

En 1961, Schultz a rencontré aux États-Unis la personne chargée à l'O.N.U. des affaires de minorités raciales. A ses dénonciations qui portaient précisément sur l'agression des Cintas Largas, on répondit que l'O.N.U. ne pouvait pas intervenir dans des domaines qui relevaient de la souveraineté des gouvernements. Elle ne pourrait agir que sur dénonciation officielle portée par le gouvernement d'un autre pays.

Des faits analogues ont été portés à la connaissance du S.P.I. par un dominicain français, le P. Caron, qui vit chez les Ge-Kaiapo, Mujetire et Krikati. Ce fut sans résultat. Son cas n'est d'ailleurs pas isolé.

La puissance des gros propriétaires empêche souvent de faire la lumière sur les crimes commis. Cependant, malgré l'importance des personnalités mêlées à ces atrocités, le ministre de l'Intérieur du gouvernement brésilien s'est engagé à poursuivre le procès jusqu'à ce que toutes les responsabilités soient établies. Un ex-gouverneur, deux généraux, deux colonels, plusieurs politiciens et hauts fonctionnaires sont actuellement jugés, si l'on en croit les nouvelles des journaux brésiliens. M. Albuquerque Lima, ministre de l'Intérieur, annonce le projet de création d'un véritable organisme de protection des Indiens : la *Fundação Nacional do Índio* ; elle recevra la participation de représentants des ministères de l'Intérieur et de l'Armée ainsi que des organismes publics chargés du développement économique du pays, du *Conçalho Nacional de Pesquisas*, de l'*Instituto Brasileiro de desenvolvimento Florestal* et de l'« Associação Brasileira de Antropologia ». Il est à souhaiter que cet organisme tiendra compte des avis des ethnologues.

Vilma CHIARA

